

# Lettre de France

lettre d'actualité parlementaire de France Jamet



*Chères amies, Chers amis,*

Malgré cette mise en parenthèse due à la pandémie, j'espère que vous avez pu partager un heureux Noël et les fêtes de fin d'année avec vos proches dans la lumière et la quiétude de vos foyers.

2020 aura marqué aussi sans doute **le début de la fin de cette Union européenne** qui s'impose à nous depuis trop longtemps au détriment d'une Europe des Nations libres et souveraines.

La pandémie que nous subissons depuis bientôt un an, si elle a été une épreuve sanitaire, est surtout **un drame social** et la pierre d'achoppement du modèle euro-mondialiste. Hôpitaux en crise, personnel hospitalier surmené et en sous-effectif, chômage de masse, paupérisation, explosion de la dette... **Tous les voyants étaient au rouge** depuis fort longtemps notamment à cause de la politique budgétaire d'austérité imposée par l'UE et la crise sanitaire n'aura fait que les exacerber.

Même le processus de vaccination a été **un fiasco européen** et français, de sa conception jusqu'à sa mise en oeuvre logistique en passant la négociation des contrats.

“ **Il est enfin temps de changer de paradigme. Seul un Etat libre et stratège entre les mains de dirigeant(e)s lucides et responsables protégera les Français.** ”

L'objet de cette parution mensuelle est de démontrer que cette idée trouve une expression dans tous les domaines, et notamment dans ceux qui sont l'objet des commissions dont je suis membre et où j'y résume mes travaux : **l'emploi et les affaires sociales, l'économie et la pêche.**

2021 sera placée sous le signe de la prise de conscience et donc de l'espoir.

**Nous y travaillons et nous y parviendrons ensemble.**

Bonne lecture !

**France JAMET**

Député français au Parlement européen

**À VOIR CE MOIS-CI :**

**LE LIVRE NOIR DU TRAVAIL DÉTACHÉ**



# EMPLOIS SACRIFIÉS

Fusion Société Générale / Crédit du Nord

- ▶ 600 agences fermées,
- ▶ Entre 3 000 & 5 000 emplois bientôt supprimés.

Après avoir profité d'aides de l'Etat, la pandémie de Covid-19 est une aubaine pour ces banques. Un Etat stratège comme le souhaite Marine Le Pen protégerait nos emplois.

## ÉCONOMIE

La COVID-19 fait des ravages... économiques !

- ▶ 800 salariés au tapis chez Bridgeston,
- ▶ 760 emplois en péril chez General Electric,
- ▶ 5 000 emplois menacés chez Airbus,
- ▶ 4 600 chez Renault,
- ▶ 1 500 chez Auchan,

Entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020, on a perdu environ 700 000 emplois marchands et non marchands, selon l'Insee, dont près d'un tiers étaient des postes en intérim.

La COVID-19 ne doit être ni un paravent, ni un prétexte, à la crise économique.



## RELOCALISER : C'EST POSSIBLE !

- ▶ Les célèbres vélos Mercier, qui ont notamment équipé Raymond Poulidor, vont relocaliser fin 2021 une unité de fabrication et de production à Revin, près de Charleville-Mézières.

**Comme l'affirme Marine Le Pen : les relocalisations sont possibles !**

# COMMISSION EMPLOI & AFFAIRES SOCIALES

## DÉLOCALISATIONS

Vers un printemps de délocalisation chez Atos ?

Bien que le groupe, anciennement dirigé par le commissaire européen Thierry Breton jusqu'en 2019, ait presque maintenu son chiffre d'affaires pendant la pandémie, une enquête sur de potentielles fraudes au chômage partiel est en cours. Le géant européen des services informatiques en aurait plutôt abusé avec gourmandise selon certains syndicats.

Pire : alors qu'Edouard Philippe est administrateur, Atos se positionne en leader des « externalisations ». Le groupe délocalisera ses services financiers en Inde et en Pologne en mars 2021 et supprimera à minima 35 postes... pour commencer !



## CHOISISSEZ VOTRE CAMP !

- ▶ Decathlon combat la liberté d'expression sur CNews et supprime ses pubs et sponsorise la gauche extrême et ses clandestins avec ses 500 tentes pour occuper l'espace public à Paris.

**Decathlon a choisi son camp.  
Moi j'ai choisi le mien : la France & les Français d'abord !**

# LA LUTTE CONTRE LE DUMPING SOCIAL NE PASSE PAS PAR UN SMIC EUROPÉEN

**D**epuis un an, la Commission européenne a décidé de lancer le chantier du salaire minimum européen. S'il n'est pas encore question de fixer un revenu minimum commun à tous les États-Membres, les autorités européennes ont d'ores et déjà pour ambition d'établir un cadre réglementaire ce sens.

Devant le commissaire Nicolas Schmidt, en tant que membre de la commission de l'emploi et des affaires sociales, le 28 octobre, je me suis inquiétée sur la manière dont l'Union européenne prétend lutter contre le dumping social au

sein de l'Union par le biais d'un salaire minimum, si elle-même ne protège pas son marché unique en cessant de signer des traités de libre-échange avec des pays ne respectant pas les mêmes normes économiques, sociales et sanitaires qu'elle.



LA COMMISSION SE DÉBARRASSE DE 400 PRESTATAIRES :

## À QUI LE TOUR ?

La Commission européenne use de «souplesse juridique» pour se débarrasser de certains prestataires : le ton est donné. Elle a invoqué un cas de «force majeure» pour annuler un appel d'offre visant à assurer les services de restauration dans ses locaux, jusqu'en septembre 2021 au minimum. Ce sont 400 salariés des sociétés prestataires de service qui se retrouvent menacés de perdre leurs emplois.

La plus omnipotente des institutions européennes a utilisé un argument juridique dont les contours sont perniciosusement flous et ressemblent davantage à un faux prétexte pour dédouaner la Commission de ses obligations à l'égard de ses sous-traitants. Il s'agit d'une pirouette juridique réalisée au mépris du droit local, qui impose une

phase de consultation et de négociation avant un licenciement massif, et au prix d'une étonnante flexibilité du droit communautaire.

Cette décision unilatérale émanant de l'instance qui « impulse », peu ou prou, toutes les politiques sociales de l'Union européenne, est particulièrement inquiétante et grave. On peut d'ores et déjà imaginer la « souplesse juridique » dont tel outelorganisme, privé ou public, fera preuve afin de se débarrasser de prestataires devenus encombrants, maintenant que le ton a été donné au plus haut sommet de l'Union. Rappelons que la Commission a la responsabilité de gérer les plans de relance des économies européennes. Sous le prétexte pandémique, elle s'engage sur une pente glissante dont nos compatriotes pourraient en payer le prix fort.

## COMMISSION PÊCHE



*En déplacement à Sète, à la rencontre de pêcheurs locaux.*



## ÉOLIEN OFFSHORE

**E**ntre 2022 et 2027 les côtes françaises doivent accueillir 7 projets d'installation d'éoliennes en mer. Et cela sans qu'aucune étude n'ait été faite sur les effets écologiques et socio-économiques.

Dans le cadre de la « stratégie sur les énergies renouvelables en mer » de l'Union européenne, les côtes françaises, de Dunkerque à Noirmoutier, doivent accueillir sept projets offshore entre 2022 et 2027. Selon un rapport produit par la commission Pêche, en mer du Nord, en mer Baltique, en Méditerranée, dans les régions de l'Atlantique et de la mer Celtique, les conflits avec les pêcheurs risquent de s'intensifier.

En effet, les parcs éoliens s'implanteront en France non loin de zones classées Natura 2000, cruciales pour la ressource halieutique. Les pêcheurs sont légitimement très inquiets des conséquences environnementales sur les diverses espèces de poissons et de crustacées, et notamment les fameuses coquilles Saint-Jacques de la baie de Saint-Brieuc.

De l'aveu de l'étude elle-même, aucune évaluation n'a été faite sur les effets écologiques et socio-économiques globaux cumulés de l'extension des énergies renouvelables en mer.

**Retrouvez ma question écrite à la Commission pour une juste évaluation des effets socio-économiques et écologiques des éoliennes offshore.**



# L'UE PROGRAMME LA MORT DE NOS PÊCHEURS

**L**e nouveau Plan de gestion européen sur la pêche est une catastrophe : il n'y aura bientôt plus de bateau de pêche français en Méditerranée

Ce plan européen prévoit une nouvelle baisse des jours de pêche ce qui condamnera nos pêcheurs, en Méditerranée.

Je reste aux côtés nos pêcheurs, vent-debout contre les délires européistes de Bruxelles. C'est à Sète, ville historique de pêche en Méditerranée, que je suis allée à la rencontre de nos pêcheurs sétois, ces travailleurs de la mer que Bruxelles est en train de sacrifier aujourd'hui.



# SCOMBRUS

**L**e 20 novembre dernier, j'ai interpellé par écrit la Commission européenne sur le cas du chalutier géant « Scombrus », qui pille nos rivages bretons et coule la pêche artisanale française.



J'ai interrogé la Commission afin de savoir si elle veillait au respect des quotas européens, pour avoir des précisions quant la logique écologique avancée et pour connaître les raisons du deux poids deux mesures vis-à-vis de la pêche artisanale

La réponse a été assez simple : pour la Commission, c'est à l'État français de veiller aux contrôles, et c'est à lui également d'attribuer les possibilités de pêche aux navires sous son pavillon (ce qui est le cas du « Scombrus », même s'il est en fait tenu par des Néerlandais pour le compte des Néerlandais). En résumé le gouvernement français est complètement stupide de laisser faire ça et ce n'est malheureusement pas nouveau...

**LE MONSTRE DES MERS  
EUROPÉISTE  
QUI MENACE NOS PÊCHEURS**





# *, islam radical, corruption* **LE SPECTRE DE L'ÉLARGISSEMENT AUX BALKANS OCCIDENTAUX**

**E**ntérinée fin mars à la faveur de la pandémie de Covid-19, et balayant une résistance de façade d'Emmanuel Macron, l'ouverture des négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord est la pire des nouvelles pour la France.

Outre des économies en berne, avec des salaires moyens tournant autour de 400 euros mensuels, ces deux pays majoritairement ou fortement musulmans sont infiltrés par l'islam radical.

Ainsi, le terroriste abattu par la police de Vienne à la suite de l'attentat de novembre n'était autre qu'un Albanais de Macédoine du Nord. Les Balkans occidentaux se distinguent du reste par la « plus forte concentration » de djihadistes revenus d'Irak ou de Syrie. Et géopolitiquement, les deux États sont en passe de tomber dans la sphère d'influence turque.

Ce n'est, hélas, pas la seule ombre au tableau. Pour 2019, l'Albanie était classée en queue de peloton dans l'Union européenne

et ses États candidats par Transparency International s'agissant de la perception de la corruption. Depuis octobre, elle est le seul pays européen sur la « liste grise » du GAFI (Groupe d'action financière), qui porte notamment sur le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent. Elle se retrouve ainsi en compagnie du Pakistan ou du Zimbabwe...

Un tableau peu reluisant, qui n'empêche pas le commissaire européen à l'élargissement Olivér Várhelyi d'afficher un optimisme à toute épreuve quant à la « vocation européenne », selon l'expression consacrée, de ces deux encombrants candidats.

## ***Dominique Bilde***

Député français au Parlement européen  
Membre suppléante de la Délégation à la commission parlementaire mixte UE-Macédoine du Nord et de la Délégation à la commission parlementaire de stabilisation et d'association UE-Albanie

**SUIVRE DOMINIQUE BILDE**



[www.dominiquebilde.eu](http://www.dominiquebilde.eu)

# STRATÉGIE VACCINALE : UN ÉCHEC EUROPÉEN

La stratégie vaccinale en France bute aujourd'hui sur le manque de doses et les retards de livraison de la part des laboratoires. Pourtant, force est de constater que d'autres pays comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou encore Israël semblent recevoir des quantités suffisantes pour vacciner massivement. En abandonnant notre souveraineté sanitaire et en laissant les fonctionnaires de Bruxelles négocier à notre place, le président de la République a cédé à l'idéologie européiste qu'il promet plutôt que

de privilégier l'intérêt des Français en négociant directement avec les laboratoires. Clauses mal ficelées, absence de garanties de livraison, lenteur administrative : l'Union européenne s'est mise en situation d'échec face aux géants du vaccin.

Si nous maîtrisions la relation avec les laboratoires, nous pourrions taper du poing sur la table en menaçant par exemple de diminuer le remboursement par la Sécurité sociale des médicaments produits par ces industriels qui

rechignent à nous livrer leurs vaccins. L'enjeu économique les amènerait sûrement à accélérer les livraisons en France !

En outre, la France qui a abandonné ses pouvoirs à l'Union européenne, n'a même pas répondu aux sollicitations d'une start-up nantaise, Valneva, qui a créé un vaccin qui sera disponible dès l'automne prochain. Cette dernière s'est donc retournée vers le Royaume-Uni qui a financé ses essais... et qui sera donc livré en priorité des premières doses produites.

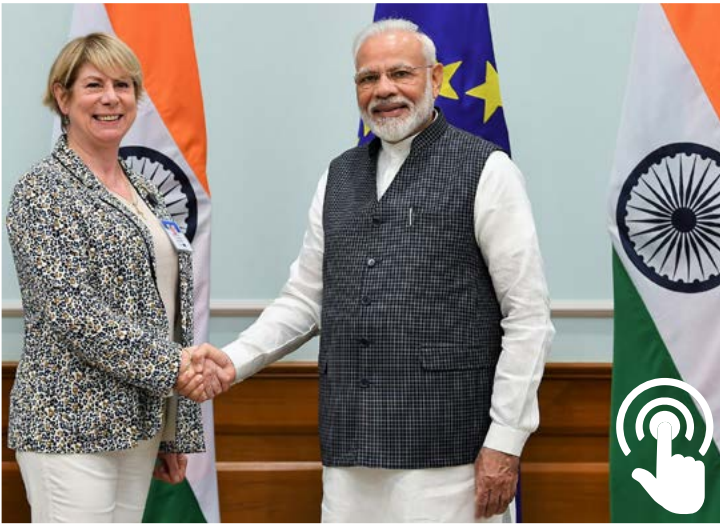
## TERROIRS & TRADITIONS EN PERIL

Frappés par la crise de la pandémie de Covid-19, les éleveurs de taureaux et chevaux camarguais, au comble du désespoir, commencent à abattre leurs bêtes, faute de revenus pour les nourrir. Ces manadiers sont frappés de plein fouet par les conséquences des politiques de confinement.



**Retrouvez ma question demandant à l'Union Européenne de venir en aide à ce secteur traditionnel !**





Avec une délégation de députés français au Parlement européen en Inde, j'ai rencontré le Premier ministre Narendra Modi. J'ai visité la région du Cachemire en proie à la menace terroriste islamiste et j'ai participé à des discussions sur l'émergence des nations face à la bipolarité imposée par les États-Unis et la Chine.

L'Union européenne doit associer cette nation à sa lutte contre le terrorisme mondial. Face à la violence du terrorisme islamiste qui frappe la France, l'Inde a fait preuve d'une solidarité particulièrement manifeste.

Le 3 décembre, j'ai demandé par question écrite à la Commission que l'Union européenne associe cette nation à sa lutte contre le terrorisme mondial.

**Retrouvez ma question écrite sur la coopération avec l'Inde dans la lutte antiterroriste.**



ME SUIVRE :  

France  
**Jamet**  
DÉPUTÉ FRANÇAIS AU PARLEMENT EUROPÉEN



**Strasbourg**  
Bât. Louise Weiss - T07088  
1, av. du Président Robert Schuman  
CS 91024  
F-67070 Strasbourg Cedex

**Rédaction:**  
Directrice de rédaction : France Jamet.  
Rédaction : Gwenaël Blancho, Manon Bouquin et  
Laurent Latruwe. Maquette : UIF Conseil.

**Bruxelles**  
Bât. Altiero Spinelli  
60, rue Wiertz  
12G217  
B-1047 Bruxelles